

20 Février 2008

Portons au Conseil Régional nos revendications pour le Ter

Dans quelques semaines, la Sncf et le Conseil Régional signeront la convention de régionalisation. En l'état actuel des choses, de nombreuses revendications n'ont pas été prises en compte. Il est temps de se faire entendre plus fortement

Malgré de nombreuses interventions de la Cgt auprès du Conseil Régional et de la direction de la Sncf, la convention qui devrait être signée n'est pas suffisante vis à vis des attentes des cheminots et des populations.

Pour la Cgt, le Conseil Régional doit imposer à la Sncf une politique volontariste dans le développement du ferroviaire en s'appuyant sur les revendications des cheminots et des usagers.

Durée de la convention

La Cgt revendique depuis le début, une convention à 12 ans afin de permettre une politique ambitieuse tant en terme d'infrastructure que de dessertes.

Initialement prévue pour 6 ans, grâce à la Cgt, la prochaine convention sera de 10 ans mais avec une clause de revoyure au bout de 6 ans. Nous demandons la suppression de cette clause.

Infrastructures

Au delà de la convention les réflexions autour des grands projets de développement de l'infrastructure sont rares. Si le plan rail va permettre quelques améliorations de l'infra, la volonté de prendre de l'avance sur l'urbanisation et le développement des transports collectifs est absente. La gare du cancéropole, les interconnexions avec le métro et le tramway, la gare de St Agne n'ont même pas été évoquées malgré les interpellations de la Cgt.



Emploi et qualité de service

Lors de l'action de Grève contre l'EAS d'Octobre 2007, le Conseil Régional s'était engagé à inclure dans la convention des dispositions contraignantes vis à vis de la Sncf pour garantir le niveau d'emploi et la qualité de service.

Au vu des premiers éléments qui ont été fournis, rien n'interdira à la Sncf de fermer des guichets et de supprimer les Asct sur les trains.

La 20 Février, le Conseil Régional présentera la convention aux organisations syndicales de cheminots. Nous proposons un rassemblement unitaire pour porter nos revendications et rappeler au président du Conseil Régional les promesses qu'il a formulé lors de la grève contre l'EAS.